

Nuit debout et Indignados sont de faux jumeaux

Espagne-France Si les deux mouvements de protestation des jeunes présentent des similitudes de forme, ils divergent sur certains points de fond.

Paco Audije
Correspondant à Madrid

Ce 4 avril, la "Nuit debout" parisienne occupait pour la 15^e nuit la place de la République. Simultanément, en Espagne, le 14 et le 15 avril, quelque 400 000 sympathisants du parti Podemos (gauche non orthodoxe) sont appelés à se prononcer sur un (très improbable) accord de gouvernement avec le PSOE (socialiste) et d'autres forces politiques. Cette double constatation, à Madrid et à Paris, illustre le décalage entre le 15-M (ainsi qu'on appelle le mouvement espagnol des "Indignados") et la "Nuit debout" qui se tient à Paris mais aussi dans d'autres villes de France et en Belgique (voir ci-dessous). Pourtant, des ressemblances existent entre les deux mouvements. Ainsi, ils surgissent tous les deux sur un fond de crise économique et sous un gouvernement social-démocrate.

En 2011, l'Espagne avait José Luis R. Zapatero (PSOE) pour Premier ministre (2004-2011). Depuis mai 2010, à cause de la crise, il s'était brusquement détourné de sa ligne initiale, plus sociale. Après l'assomption de l'austérité et des coupures dans les budgets sociaux, une partie des jeunes Espagnols – dont beaucoup de diplômés sans emploi – avaient cru voir disparaître tout espoir d'avenir. Des mobilisations avaient alors été organisées en marge des partis et des syndicats traditionnels. Les collectifs organisateurs s'étaient appelés "Démocratie réelle maintenant" ou "Jeunesse sans futur".

Des différences sociopolitiques

Aujourd'hui, à Paris, l'opposition au projet de loi du Travail de Myriam El Khomri – ministre d'un gouvernement de gauche – concentre la colère des activistes de la "Nuit debout". A Madrid, ce fut la réforme du système de retraites et celle du contrat de travail – qui augmentait la précarité pour les nouveaux arrivés dans un marché de l'emploi alors en voie de disparition. Après une grève générale organisée par les syndicats, les collectifs de jeunes cités plus haut avaient pris le relais. Simple-ment convoqués par les réseaux sociaux et sans dirigeants reconnus, des dizaines de milliers de jeunes et de nouveaux marginalisés confluent vers la Puerta del Sol.

Il faut rappeler que la crise espagnole était, de 2010 à 2012, beaucoup plus profonde qu'elle ne l'est aujourd'hui en France. Alors qu'éclatait la bulle immobilière, la Plateforme des affectés par les hypothèques (PAH)

était née pour lutter contre des centaines de milliers d'expulsions de familles de leur domicile. L'actuelle bourgmestre de Barcelone, Ada Colau (proche de Podemos) fut une dirigeante de la PAH.

En décembre 2010, le Parti populaire (PP, droite) avait gagné les élections en Espagne et, en 2011, le chômage avait atteint 22,5 %, pour atteindre près de 26 %, l'année suivante. En France, l'estimation actuelle du chômage tourne autour des 10 %. Une différence importante.

L'arrivée au pouvoir à Madrid des conservateurs du PP et une nouvelle réforme du contrat de travail, en 2012, à la demande des institutions internationales et européennes, avaient relancé les privatisations dans des secteurs comme la santé ou l'éducation. Des coordinations mobilisatrices – appelées "Marées" – d'enseignants ou de professionnels de la santé étaient apparues, de nouveau en parallèle avec les syndicats. Le 15-M des jeunes et les "Marées" sont devenus des alliés "naturels". Si le premier composant, les jeunes, existe dans la "Nuit debout", il n'est pas clair que le deuxième soit présent au même niveau qu'à Madrid ou Barcelone.

La forme s'inspire de l'expérience madrilène

Symboliquement, la place de la République et la Puerta del Sol se ressemblent. Selon certains participants aux deux mobilisations, certains mécanismes de coordination, la manière de débattre et le fond des débats des "Nuits debout" s'inspirent de l'expérience madrilène.

Mais la réaction des autorités françaises ne semble pas être identique à celle de Mariano Rajoy, qui avait modifié le code pénal afin de restreindre les mobilisations – même si certains signalent *"une dérive autoritaire de Manuel Valls"*.

Selon Pablo Castaño Tierno, militant de Podemos, ancien du 15-M qui a participé à des "Nuits debout", *"on diffuse l'idée que le mouvement français est une copie du nôtre [le 15-M madrilène]. Mais si des similitudes existent, les différences sont aussi très importantes"*.

"On diffuse l'idée que le mouvement français est une copie du nôtre. Mais si des similitudes existent, les différences sont aussi très importantes."

PABLO CASTAÑO TIERNO

Ancien des Indignés, qui a participé à des "Nuits debout" parisiennes.

Epinglé

Des "Nuits debout" en Belgique aussi

Lancé en France, le mouvement Nuit debout a fait des émules en Belgique. Depuis le 8 avril, suite aux appels lancés sur les réseaux sociaux, plusieurs rassemblements se sont tenus sur le Mont des Arts, à Bruxelles. Le 10, plus de 300 personnes (selon les participants) se sont réunies sur l'esplanade Saint-Léonard, à Liège. Un nouveau rassemblement s'est tenu ce mardi. Au même moment, une soixantaine de personnes étaient rassemblées vers 19h, place d'Armes à Namur. Le samedi 16 avril, Nuit debout fera étape à Charleroi et à Mons, avant Tournai, le lendemain.

En France, à Paris, quelques centaines de Parisiens se sont retrouvés lundi soir sur la place de la République, malgré le démantèlement à l'aube du campement où leur mouvement, baptisé "Nuit debout", se rassemble depuis le 31 mars pour réclamer une nouvelle politique. (Belga et AFP)

26 %

CHÔMAGE

C'est le chiffre terrible qu'atteindra le chômage en 2012 en Espagne. La France n'en est pas là.